

<https://ricochets.cc/Rassemblement-pour-nos-droits-et-libertes-4357.html>



Rassemblement pour nos droits et libertés du 28 novembre

- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 29 novembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques textes des groupes présents et signataires, suivis [de belles photos de pancartes](#). Merci d'envoyer le texte de votre à : valence_en_lutte chez riseup.net pour le publier ici.

Intervention de Valence en Lutte

Ce rassemblements unitaire, nous permet aujourd'hui de nous voir, de nous parler (chose devenue rare), d'être nombreux ensemble et de nous donner force, courage et de conjurer aussi nos peurs.

Nous avons réussi à être nombreux en effet aujourd'hui à l'appel de 45 associations, syndicats, collectifs qui dénoncent la perte de nos libertés et de nos droits. Des groupes divers tant dans leur objets, leurs organisations, leur mode d'action. Le pont a été franchis entre le social et l'écologie. Le pont a été franchis entre syndicats et gilets jaunes. Nous ne nous arrêterons pas là !

D'autres ponts restent à franchir toutefois. Nous sommes ensemble, oui, mais nous n'arrivons pas à être ensemble. Nous sommes en assemblée, mais nous sommes atomisés chacun.e et nous osons que trop peu affronter nos points de vue

Le mouvement social désormais doit nécessairement passer par une solidarité collective entre les différents groupes et leurs différents modes d'action. Soyons complémentaires mais toutes et tous dans une même direction.

Le modèle actuel de l'organisation sociale où chacun.e est assigné à une place est archaïque et toxique et nous enferme dans des mouvements sectoriels, voués à l'échec.

Pour les pouvoirs en place toute effervescence démocratique est un danger : le fait de se réunir, d'organiser les Assemblées Générales, d'obtenir une salle etc. Aujourd'hui, nous le voyons, la gestion politique de ce virus nous a atomisé et isolé davantage.

Les capitalistes savent habilement profiter des désastres dont ils sont trop souvent responsables, que ces désastres soient sociaux, écologiques ou sanitaires. Et ils profitent tout aussi habilement de l'état de choc dans lequel nous pouvons être plongé.es pour imposer des réformes économiques néolibérales qui, au final, ne profitent réellement qu'à eux !

C'est, entre autres pour ces raisons que nous avons constitué Valence en Lutte en mars 2020. Un collectif qui regroupe une dizaine d'organisations pour nous retrouver, nous organiser localement pour des actions, et soutenir les victimes de la répression policière et judiciaire.

Retrouvons-nous également pour construire ce monde possible écologique, féministe, sociale, antiraciste, décolonial, anti-fasciste et anti-capitaliste.

Nous proposons dores et déjà un prochain rassemblement unitaire, samedi 5 décembre, journée de mobilisation nationale contre la précarité et la contre réforme de l'assurance chômage.

Intervention de la CGT à la manifestation unitaire du 28 /11/20 à Valence, pour nos droits et nos libertés !

Notre responsabilité : Lutter contre les dérives autoritaires !

En effet le gouvernement entend mater et museler le peuple, car il sait que la situation est explosive et les luttes revendicatives vont s'amplifier, aussi, afin de protéger le grand Capital, il veut passer une loi liberticide qui, nous ferai rentrer dans un régime autoritaire !

Déjà, des milliers de personnes ont manifesté à Paris, Rennes et Lyon contre la proposition de loi de "sécurité globale" mardi 17 novembre à l'appel des organisations syndicales et de défense des droits humains.

OUI, Cette proposition contient de nombreuses atteintes au droit de la vie privée, à la liberté d'informer, au principe d'égalité et à des principes constitutionnels de légalité des peines et délits.

En ligne de mire : l'article 24 qui punit de 45 000 euros d'amendes et un an de prison la diffusion de "l'image du visage ou tout autre élément d'identification" d'un policier ou gendarme en fonction, dans le but de "porter atteinte à son intégrité physique ou psychique".

C'est une atteinte à la liberté d'informer

Un avis partagé bien au-delà des frontières. La proposition de loi a valu à Emmanuel Macron un sévère rappel à la loi par le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU : « L'information du public et la publication d'images et d'enregistrements relatifs à des interventions de police sont non seulement essentiels pour le respect du droit à l'information, mais elles sont en outre légitimes dans le cadre du contrôle démocratique des institutions publiques ».

La liberté d'informer n'est pas la seule liberté menacée par cette proposition de loi, qui élargit également la possibilité pour la police d'avoir recours aux caméras piétons

(article 21) ou aux caméras « aéroportées », notamment les drones équipés de caméras (article 22).

Ce texte représente une nouvelle remise en cause de la liberté de manifester !

L'utilisation de caméras et drones permettant la reconnaissance faciale des militant.es lors de manifestations constitue un outil supplémentaire de surveillance généralisée.

Autre point d'inquiétude : l'élargissement des missions des agents de sécurité privée, qui se verront confier des missions de service public, tandis que les polices municipales se voient dotées de prérogatives importantes qui relèvent pourtant des missions de l'État.

Cet ensemble de dispositions concourt à un processus de privatisation à peine déguisée qui remet en cause les principes d'égalité.

En 1789, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirme le droit inaliénable à la sûreté qui protège les citoyen.nes de l'arbitraire de l'État et l'immunise contre les arrestations ou les emprisonnements arbitraires.

Le tout sécuritaire ne peut être la réponse à la crise que traverse notre société !

Grand seigneur, Emmanuel Macron fait appel à notre « esprit de responsabilité » pour nous accorder un peu de liberté.

Enfin de ce qu'il en restera s'il mène à bien ses desseins et ses lois !

« Liberté » un mot qui sonne faux dans sa bouche

Peut-il en être autrement quand, au contrôle calamiteux de la crise sanitaire, s'ajoute un soupçon de "deux poids, deux mesures" dans la gestion de la crise économique et sociale ?

Où est la responsabilité du chef de l'État et de ses acolytes qui « sauvent » à coup de milliards les premiers de cordée tout en fermant les yeux sur les millions de Français en souffrance ?

Où est cette responsabilité quand ils prônent la liberté maximale pour les multinationales mais l'ordre et la discipline pour les autres ?

Ces choix sont faits en toute connaissance de cause.

La preuve : chaque expression d'inquiétude ou d'opposition est ignorée, méprisée, balayée par une force teintée d'inhumanité.

Pour sortir de cette spirale délétère, prenons aux mots le président de la République et usons de notre « esprit de responsabilité » individuelle pour donner de la force au collectif et faire tomber les craintes et la domination autoritaire du monde de l'argent roi.

Pour la CGT, les solutions sont à trouver par une autre répartition des richesses, par une politique marquée du sceau de la justice et du progrès social et la mise à bas des politiques d'austérité menées ces dernières années par les gouvernements successifs.

Notre prochain rendez-vous : Samedi 5 décembre pour l'emploi et les salaires et contre la précarité, des actions sont prévues sur valence et d'autres localités.

Nous vous tiendrons informé !

Macron, Nous ne nous laisserons pas Museler et matraquer !

Nous voulons Vivre, pas survivre !

Tous ensemble pour gagner le progrès social !

Intervention de quelques gilets jaunes et contributeurs sur Ricochets.cc

La loi "Sécurité Globale" est une étape conséquente de plus dans la gestion autoritaire et sécuritaire de l'État et du capitalisme. Il y a urgence, le risque est immense. Si on ne réussit pas à bloquer la loi « Surveillance Globale » et son arsenal, alors l'écart entre les moyens de répression et de surveillance de l'état policier et nos moyens de protestation et de résistance sera énormément accru.

Vu la situation, il est évident que les soulèvements vont se multiplier. Les puissants le savent. Leur seule réponse est d'accumuler des moyens pour mater ces soulèvements.

Ce système entend gérer les crises actuelles et à venir de la même manière que la pandémie, par le tout sécuritaire et un état autoritaire centralisé.

Cette politique ultra-autoritaire se déploie aussi facilement PARCE qu'il n'y a pas de démocratie, il n'y en a jamais eu.

Malgré certaines formes (certains droits, liberté d'expression et contre-pouvoirs...), le système en place à double mâchoire, étatiste et capitaliste, ne peut pas être qualifié de démocratie, tout simplement parce que les gens "ordinaires" n'ont pas le pouvoir, n'ont pas prise sur ce qui affecte leurs vies. Comme de nombreux auteurs le répètent, nous subissons une oligarchie électorale, une démocratie, une pseudo-démocratie autoritaire, appelez ça comme vous voulez.

Plein de formes sont possibles entre la démocratie et la dictature, nous barbotons dans ce marécage glauque depuis trop longtemps, et le macronisme nous pousse vers la mauvaise pente, bien glissante.

Sans démocratie, les pouvoirs et les forces économiques dominantes veulent nous cantonner à "travail, consommation, cause toujours, et vote".

Sans démocratie, les moyens légaux de contestation et d'expression deviennent hélas largement inopérants, en tout cas insuffisants.

Sans démocratie, le gouvernement est illégitime, et donc ses lois, ses instances, et ses répressions le sont également.

Il serait temps qu'un maximum de monde reconnaisse ce fait historique, politique et philosophique au lieu de perpétuer un mensonge gravissime martelé par une propagande permanente. D'autant que continuer à propager ce

mensonge qu'on serait "en démocratie" donne de la légitimité au régime en place, à sa politique indigne et à sa répression brutale. Il a beau jeu de répéter qu'il a été élu "démocratiquement" et que "ce n'est pas la rue qui gouverne".

Oui accepter ce constat peut être difficile, ça fait peur, c'est déstabilisant, mais on gagne toujours à s'appuyer au socle aride du réel.

Dans ce cadre, nous sommes conscients que les rassemblements et manifestations ne sont qu'un outil parmi d'autres et que le gouvernement les ignoreront totalement ou presque, nous encourageons chacun.e.s à se mobiliser aussi en s'engageant par d'autres moyens plus adéquats et plus offensifs. Du moment qu'ils poussent dans la même direction, toute la panoplie des moyens historiques de luttes devront être utilisés.

Exigeons non seulement le retrait intégral de cette proposition de loi "sécurité globale", et aussi des lois sur les "séparatismes" et la Loi de Programmation de la Recherche qui veut pénaliser lourdement les luttes étudiantes. Exigeons la fin immédiate de l'état d'urgence, Exigeons la mise en place immédiate de processus politiques réellement démocratiques, et donc où toutes les composantes de la société puissent participer effectivement aux prises de décisions concernant entre autres, la crise covid-19, la crise économique capitaliste, la question des services de santé.

L'abolition des forces de l'ordre, ou pour commencer faire un grand ménage et les mettre sous contrôle populaire et démocratique, pourrait être un nouvel objectif.

En temps de crise, ce n'est pas à une petite minorité décriée et illégitime qui agit au profit prioritaire des plus riches de s'octroyer les pleins pouvoirs en s'abritant derrière un conseil de défense.

Mais surtout, nous ne voulons plus de ce simulacre de démocratie, **nous voulons transformer structurellement toutes les structures sociales, politiques et économiques nécessaires pour qu'une réelle démocratie populaire, sociale et écologique soit possible, prospère et perdure.**

Rien n'est jamais complètement perdu, les gilets jaunes ont montré que l'on peut apprendre vite. Le système nous l'a fait payer.

VIVE LA DÉMOCRATIE, VIVE LA RÉSISTANCE, À BAS LE MACRONISTAN, LE TECHNOCAPITALISME ET L'ETAT POLICIER.

L'intervention de la Confédération paysanne

La Confédération paysanne de la Drôme et de l'Ardèche, syndicat professionnel agricole qui défend une agriculture paysanne, qui soit nourricière et à taille humaine, dénonce avec force la dérive autocratique et autoritaire contre les droits des citoyennes et des citoyens.

Face à une politique autoritaire et au basculement possible dans un Etat de Police, où ceux qui sont censés être les gardiens de la paix s'en prennent de manière discriminatoire et avec violence aux citoyens qu'ils sont censés protéger, il est urgent de rassembler toutes les forces syndicales, associatives, politiques et culturelles du pays, qui s'opposent au nouveau schéma national du maintien de l'ordre ainsi qu'à la loi de sécurité globale.

Cette loi liberticide et perfide va dans le sens de la privatisation de la sécurité puisque son contenu a été dicté par les syndicats de police. Dans la même ligne, le gouvernement a créé en début d'année, une cellule liant le syndicat agricole majoritaire et la gendarmerie. Cette cellule, baptisée Demeter est censée lutter contre l'agribashing. D'après le gouvernement, elle est supposée apporter une réponse globale et coordonnée à « l'ensemble des problématiques de sécurité qui touchent le monde agricole. »

Elle est en réalité une tentative de fichage des paysans, privatisation du maintien de l'ordre au service du syndicat majoritaire qui défend une agriculture industrielle, productiviste, polluante, et qui broie des paysans.

Version agricole des « voisins vigilants » qui n'a pas d'autre objectif que de dénoncer ceux qui auraient l'audace de remettre en cause le modèle agricole dominant, tous ces faucheurs d'OGM, ces démonteurs de ferme usine ou ces zadistes.













